

Sécurité P.2

La police nationale ouvre ses portes à Lomé et à l'intérieur du pays



Culture P.7

La grogne s'amplifie, les artistes convoqués à la table du dialogue



Récépissé
N° 0149 / 14 / 03 / 01 / HAAC

Nouvelle Opinion

Prix: 250 Fcfa

Hebdomadaire togolais d'informations générales d'analyses et de publicité

N° 976 du 05 octobre 2026

universités d'excellence, drones et intelligence artificielle



L'immersion technologique exceptionnelle vécue par quatre jeunes togolaises à shenzhen P.5

Togo-Russie P.2

Lomé et Moscou posent les bases d'un partenariat renforcé



Gestion des déchets plastiques

Les parlementaires à l'école des bonnes pratiques P.3



Togo-Russie

Lomé et Moscou posent les bases d'un partenariat renforcé

C'est une nouvelle page qui s'ouvre dans les relations entre le Togo et la Russie. Après trois jours d'échanges, la première session de la commission intergouvernementale Togo-Russie s'est achevée jeudi 1er octobre au Palais des Congrès de Lomé.

Au terme des travaux, deux documents majeurs ont été signés : un procès-verbal de coopération stratégique et un mémorandum d'entente dans le domaine culturel.

Le premier a été paraphé par le ministre russe de l'Energie, Sergueï Tsvilev, et le ministre togolais de l'Économie et de la Veille stratégique, Badanam

Patoki. Le second a été signé par le ministre de la Culture, Isaac Tchiakpé, et la directrice du Centre d'archéologie et de la culture matérielle de l'Académie des sciences de Russie, Natalia Soleveva.

Pendant les trois jours, les experts des deux pays ont passé en revue les axes de coopération pour donner un contenu concret au partenariat.

Quatre secteurs ont été retenus comme prioritaires :

- Économie et échanges : l'objectif est de stimuler le commerce bilatéral, encourager les investissements croisés et



moderniser les procédures douanières.

- Éducation et formation : Par rapport à ce secteur, il est prévu de lancer prochainement des programmes de formation au profit d'étudiants togolais et de renforcer les capacités professionnelles.

- Technologie et infrastructures : à ce niveau, la Russie s'est engagée à appuyer

le transfert de compétences, le partage d'expériences et la construction d'infrastructures technologiques au Togo.

- Culture et patrimoine : le mémorandum signé entre l'Académie des sciences de Russie et la Commission nationale du patrimoine culturel togolaise va favoriser l'interculturalité, notamment par l'apprentissage des langues. Cette commission concrétise

une volonté politique affichée au plus haut sommet. Elle fait suite à la rencontre du 19 novembre 2025 au Kremlin entre les présidents Faure Gnassingbé et Vladimir Poutine. Des relations qui, faut-il le rappeler, remontent à 1960.

Un autre rendez-vous est déjà pris pour la deuxième session, qui se tiendra à Moscou en 2028.

Agbé

Tchamba

AIMES-AFRIQUE opère gratuitement 300 patients et déploie les Clubs Santé dans les écoles

Du 28 au 30 septembre, l'ONG a mené une campagne médico-chirurgicale foraine gratuite qui a permis d'opérer 300 patients démunis. Au total,

plan d'action 2026 de l'Association Internationale des Médecins pour la promotion de l'Éducation et la Santé (AIMES-AFRIQUE), en partenariat avec le

Président-fondateur de l'ONG, le Prof. Serge Michel Kodom s'est félicité d'avoir offert une chance d'opération à des patients ruraux sans moyens financiers.

Même satisfaction du côté des autorités. Le préfet de Tchamba, Issaka Laguebande, le maire de Tchamba 1, Titikpina Hamza, et le directeur régional de la Santé Centrale, Dr N'Djao Akawulu, ont salué l'initiative et remercié le Président du Conseil pour son appui. Ils ont assuré le suivi des patients après le départ de l'équipe.

Au-delà du bloc opératoire, AIMES-AFRIQUE a misé sur la prévention chez les jeunes. L'équipe a sillonné plusieurs établissements pour promouvoir les Clubs Santé SOS Docteur TV : Lycée de Tchamba, Complexe scolaire Tchamba Ville 1, Complexe catholique Jean-Paul II, Lycée et Collège de Kamboli.

à la suite de cette opération, trois séances de sensibilisation



ont rassemblé près de 1 500 élèves à Tchamba Ville 1380 au Lycée de Tchamba et 80 à Jean-Paul II.

La tournée s'est poursuivie dans le nord du pays. Précisément à Kara, où la délégation a eu à rencontrer le chef de l'Église catholique ainsi que le responsable du CHU Kara, le directeur régional de l'éducation, les élèves du Lycée de Yadè Sodo et les responsables de l'inspection de

Niamtougou.

Enfin à Sokodé et Atakpamé, des rencontres ont également eu lieu avec les directeurs régionaux de l'éducation centrale et plateaux Est, des chefs d'inspection, proviseurs et enseignants.

Pour la délégation, cette démarche associe soins gratuits, prévention et éducation sanitaire, au cœur de l'action de terrain d'AIMES-AFRIQUE.

Edoh

Sécurité

La police nationale ouvre ses portes à Lomé et à l'intérieur du pays

La Police nationale veut se rapprocher des citoyens. Elle organise des journées portes ouvertes du 6 au 8 octobre 2026 à Lomé et dans les régions.

Le site principal sera la Direction générale de la Police nationale à Lomé. À l'intérieur du pays, le public sera accueilli dans les commissariats centraux de Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong.

Pendant trois jours, l'institution

se dévoile. Au programme : son histoire, son organisation, ses missions et les conditions pour intégrer ses rangs.

L'accent sera aussi mis sur les services aux usagers. Des stands dédiés présenteront la légalisation rapide et la procédure accélérée d'établissement de la carte nationale d'identité. Les visiteurs pourront également découvrir les équipements, les moyens d'intervention et visiter certains services techniques. L'entrée est

libre et gratuite sur tous les sites.

Cap sur le sport pour clôturer Après les portes ouvertes, place au sport pour renforcer les liens police-population.

Un match de gala est prévu vendredi 9 octobre entre l'ASPOTO et l'Entente II, sur le terrain de la JCA à Agoè.

Le lendemain, samedi 10 octobre à 6h30, un footing populaire sera organisé au départ du camp du GIPN à Logopé.

Amouzouvi



Gestion des déchets plastiques Les parlementaires à l'école des bonnes pratiques

La pollution plastique reste un défi majeur au Togo. Malgré une loi votée dès 2011, l'accumulation des déchets continue de dégrader les sols, les cours d'eau et le littoral. Application difficile, gestion insuffisante, nouvelles formes de pollution : le cadre actuel montre ses

limites. Pour y répondre, l'Assemblée nationale a organisé avec l'appui de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) un séminaire parlementaire du 2 au 3 octobre 2026 à Lomé.

Ouvert par le président de l'Assemblée nationale, Prof. Komi Selom Klassou, le séminaire a rassemblé pendant deux jours députés, sénateurs, maires, ONG, experts en environnement et acteurs de la société civile. L'objectif est d'outiller les parlementaires pour bâtir une législation plus adaptée et efficace contre la pollution plastique.



formulation de recommandations pour des politiques publiques durables. Pour nourrir les débats, trois experts ont été mobilisés : Bemah Gado, Directeur Général de l'ONG STADD, Me Agbeko Fogan Nakou, Conseiller technique

ou à l'informatique. Aussi lors des deux journées, les participants ont eu à se former sur les données scientifiques de la pollution plastique, le futur Traité mondial porté par le PNUE, les impacts régionaux, les expériences de gestion des déchets à Lomé et en régions, et les leçons du décret de 2011.

Les experts ont aussi fait une mise au point importante sur le "biodégradable". Il faut distinguer le faux, dit oxo-fragmentable, qui contient

des métaux lourds et se transforme en microplastiques toxiques, du vrai biodégradable issu de matières organiques comme la cellulose ou la fécule de manioc et de pomme de terre. Ce dernier reste cher, d'où la nécessité d'une transition progressive.

Un décret de 2011 jugé dépassé

Au cœur des discussions, le décret de 2011 sur les sachets plastiques. Pour les participants, le texte ne répond plus aux réalités industrielles. Il doit être adapté, en lien avec le futur Traité mondial sur la pollution plastique du PNUE et la loi climat adoptée par le Togo en 2025.

Pour l'organisation, la première priorité est de clarifier les définitions car la future loi doit cibler les emballages et sachets à usage unique, sans bloquer les plastiques techniques utiles à l'automobile, au BTP

des métaux lourds et se transforme en microplastiques toxiques, du vrai biodégradable issu de matières organiques comme la cellulose ou la fécule de manioc et de pomme de terre. Ce dernier reste cher, d'où la nécessité d'une transition progressive.

Protéger les collecteurs informels

Autre point fort des échanges : la filière de collecte. Si les usines de recyclage sont encadrées par des Études d'Impact Environnemental et Social (EIES) sous le contrôle de l'ANGE et des normes HSE, les pré-collecteurs et trieurs informels dans les quartiers restent très exposés. Ils ont besoin d'un statut juridique et d'une protection sanitaire.

Vers des recommandations concrètes

Pour rendre la filière viable, les experts ont eu à proposer un soutien de l'État : allègements fiscaux, révision de la TVA, et accès aux marchés des crédits plastique et carbone.

Rappelons que les travaux se sont poursuivis en ateliers autour de trois axes à savoir l'interdictions ciblées sur l'usage unique, mise en œuvre effective de la Responsabilité Élargie du

Togo : « En 2024, plus de 500 millions de tonnes de plastique ont été consommées dans le monde, dont près de 400 millions destinés à devenir rapidement des déchets. Sans action urgente, les déchets plastiques pourraient presque tripler d'ici 2060. » Pour la suite, il appelle les parlementaires à être les chevilles ouvrières de la réponse.

Pour Amélia Lakrafi, secrétaire générale parlementaire de l'APF, le choix du Togo est



Producteur (REP), et création d'instruments financiers et fiscaux. L'objectif est d'aboutir à des recommandations législatives applicables, pour renforcer la loi et protéger durablement l'environnement et la santé des Togolais.

« Ces deux journées nous offrent l'occasion de confronter les expériences, d'identifier les obstacles et de dégager des pistes concrètes : réduire les déchets à la source, améliorer leur collecte, encourager leur valorisation et accompagner les changements de pratiques », a souligné N'Ladon Nadjjo, président de la commission environnement et changements climatiques.

Même son de cloche pour Bakary Junior Bamba, représentant de l'OIF au

symbolique. Le pays, premier à avoir adopté en 2025 une loi climat inspirée des corpus de l'APF, est souvent cité en exemple pour son engagement.

Dans son allocution, le Prof. Klassou a insisté sur la responsabilité collective : « Lorsque l'État oriente, il revient au Parlement d'établir la cohérence, la permanence et l'autorité de la loi. Dans cette chaîne, les collectivités organisent, les entreprises innover et les citoyens agissent. »

Avec cet atelier, les recommandations issues du séminaire doivent permettre de renforcer la législation togolaise et d'orienter une action plus cohérente et durable contre la pollution plastique.

Elom

Raffinerie Dangote East Africa Le Président Savi de Tové au lancement des travaux au Kenya

Le Président de la République, Jean-Lucien Savi de Tové, a effectué le 30 septembre 2026 une visite officielle au Kenya. À Lamu, il a participé, aux côtés du Président kényan William Ruto, du Président

Afrique.

La présence du chef de l'État togolais à cette cérémonie illustre l'intérêt du Togo pour les initiatives panafricaines porteuses en matière d'industrialisation,



ougandais Yoweri Museveni, du Président béninois Romuald Wadagni et du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, à la cérémonie de pose de la première pierre de la future raffinerie Dangote East Africa.

Porté par le groupe nigérian Dangote, ce méga-projet énergétique vise à renforcer les capacités de transformation et d'approvisionnement en produits pétroliers de toute l'Afrique de l'Est. Au-delà de l'énergie, il s'inscrit dans une dynamique continentale d'industrialisation, de valorisation des ressources et de création de valeur ajoutée en



d'infrastructures et de coopération économique entre États et régions.

Dans son allocution, le



Président Savi de Tové a salué un projet à forte portée symbolique et stratégique pour la souveraineté énergétique du continent.

« La cérémonie de pose de la première pierre de la raffinerie de Lamu est un autre symbole rassurant d'une Afrique qui se tourne vers elle-même, qui ne se

contente plus d'exploiter ses richesses, mais qui les transforme, les valorise et les maîtrise avec le concours de ses propres fils », a-t-il déclaré.

Il a également souligné la dimension panafricaine de l'initiative, qui rapproche concrètement l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest autour d'un projet industriel

structurant.

Implantée à proximité du port en eau profonde de Lamu, la future raffinerie affichera une capacité de 700 000 barils de pétrole brut par jour. Le coût est estimé à 16 milliards de dollars, pour des travaux prévus sur 30 à 40 mois.

Dieudonné

Fiscalité

Le ministre Barcola recadre et rassure les investisseurs chinois

L'Université de Kara veut arrimer ses formations aux besoins du marché. Et c'est à l'aéroport de Lomé que cela se joue. Reçue à la Société



Aéroportuaire de Lomé-Tokoin, la délégation de l'Université de Kara, conduite par sa Présidente Prénom Houzou-Mouzou, a eu des échanges très prospectifs

avec la direction de la SALT.

L'idée est de faire de la théorie universitaire un moteur pour la pratique aéroportuaire. Les discussions ont tourné autour de la nécessité d'adapter les cursus aux métiers de l'aéroportuaire, un secteur en pleine mutation avec la digitalisation et les normes de sûreté internationale.

Autre chantier évoqué, le partage d'expérience. La SALT deviendrait un véritable terrain d'apprentissage pour les étudiants, tandis que l'Université apporterait son expertise et son regard neuf pour accompagner l'innovation au sein de la plateforme.

La recherche et développement n'est pas en reste, avec la perspective de mener des projets communs sur la logistique, l'optimisation des



flux ou encore l'amélioration de l'expérience passager.

Enfin, la question de l'employabilité a été au cœur des échanges, avec la volonté de

créer des passerelles concrètes à travers des stages et des projets de fin d'études au sein de l'aéroport.

Une visite qui marque bien

plus qu'un simple contact, c'est le début d'un pont entre les amphithéâtres du Nord et le hub aérien de Lomé.

Elom

universités d'excellence, drones et intelligence artificielle

L'immersion technologique exceptionnelle vécue par quatre jeunes togolaises à shenzhen

Elles ont entre 15 et 25 ans et viennent de représenter le Togo au cœur de la capitale mondiale de la tech. Du 20 au 30 septembre 2026, quatre jeunes filles togolaises ont participé au

AMANA Koboyo Esther, étudiante en fin de Licence en Chimie à l'Université de Kara et Miss Campus Togo 2026.

Durant dix jours, les quatre



CONIIA Technological Summer Camp à Shenzhen, en Chine.

Cette première édition est une initiative du Conseil International de l'Intelligence Artificielle, CONIIA, lancée dans le cadre de la Journée de l'Intelligence Artificielle Africaine, célébrée chaque 3 mars. Le programme vise à offrir à de jeunes lauréates africaines une immersion totale dans l'innovation.

Pour cette année, ce sont quatre profils d'exception qui ont été sélectionnées à l'issue des grandes compétitions scolaires et universitaires organisées entre 2025 et 2026. La délégation était conduite par EYOU Angèle Prudence, Miss Togo 2026, étudiante en fin de Licence en Comptabilité à ESGIS Togo. À ses côtés, DALOUBA Gamba Blessing, 15 ans seulement, élève en Première D et sacrée Reine des Sciences et Technologies 2026 par la Fondation ASAAL, Dioktante Bénédicte DOUTI, étudiante en Master de Médecine et lauréate du concours Mon Avis Scientifique de l'Université de Kara, et

Togolaises ont découvert l'écosystème technologique de Shenzhen. Elles ont visité les campus de Peking University Shenzhen Graduate School et de Tsinghua Shenzhen International

Shenzhen Space Museum.

L'objectif selon CONIIA est clair, former et valoriser les talents féminins africains, susciter des vocations scientifiques et encourager ces



Graduate School, rencontré les équipes de High Great, le leader mondial des spectacles de drones, de RobotAnno, référence en robotique, et de XPENG, géant

jeunes filles à concevoir des projets qui intègrent l'intelligence artificielle pour répondre aux besoins de leurs communautés. Plus largement, le

À la clôture du séjour, le président du CONIIA, Dr Malik Morris MOUZOU, a annoncé l'extension du programme à partir de 2027 au Sénégal, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au

Burkina Faso, au Gabon et au Congo-Brazzaville. Une cérémonie solennelle a été organisée le 28 septembre au Yabang Langye Hôtel de Shenzhen par le siège Asie de CONIIA, avec la remise de certificats et de Prix Spéciaux aux lauréates.

Avec son programme IA Développement dans les Universités d'Afrique, CONIIA entend connecter la jeunesse africaine aux grands pôles d'innovation et faire de l'intelligence artificielle un moteur de développement durable pour le continent.



de la mobilité intelligente basée sur l'intelligence artificielle. Elles ont aussi piloté des drones, testé les taxis autonomes et exploré le Shenzhen Science and Technology Museum et le

Conseil veut inspirer des générations de lycéennes et d'étudiantes à oser les filières scientifiques et à se positionner comme futures chercheuses, ingénieures et entrepreneures.

Nouvelle Opinion

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicités

Récépissé
N° 0149 /14/ 03/ 01/ HAAC
Siège: Agbalépédogan

Directeur de publication:

El Hadj TCHAGNAO
Arimiyao
Cel: 90049992

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs:

Tchagnao El Hadj Arimiyao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroine Tchagnao
Stanislas

Mise en page

Benjamin K. Tchabi

Imprimerie

Yanidel print,
Tokoin Doumasséssé

Tirage:

2000 exemplaires

Togo-Russie

Le PAL présente ses atouts à une mission économique russe

Nouveau signal fort dans le rapprochement entre Lomé et Moscou. Le 29 septembre, le Port autonome de Lomé a accueilli une importante délégation russe dans le cadre de la première commission intergouvernementale russo-togolaise sur la coopération commerciale, économique, scientifique et technique.

Conduite au PAL, la délégation a été reçue par le ministre, directeur général, Kokou Edem Tengue, et son staff. Présentation des performances, chiffres du transbordement, organisation de la chaîne logistique : les responsables du port ont

exposé ce qui fait de Lomé le premier port en eau profonde de la sous-région et un hub incontournable pour le transit et le transbordement vers le Sahel et l'Afrique centrale.

Un exposé qui a visiblement suscité l'intérêt des visiteurs. Les échanges ont été très orientés business, avec des questions précises sur les infrastructures, les capacités de stockage, les équipements portuaires et les modalités opérationnelles pour de futurs partenariats logistiques avec des acteurs russes.

Pour toucher du doigt la réalité du terrain, la délégation a ensuite effectué une visite des



installations portuaires. Quais, terminaux à conteneurs, zones logistiques et opérations de manutention : la mission russe a pu mesurer le niveau de modernisation du PAL.

Cette étape portuaire n'est pas anodine. Elle intervient

alors que le Togo et la Russie cherchent à diversifier leur coopération au-delà du cadre diplomatique, avec une volonté commune d'explorer des opportunités économiques concrètes.

Pour Lomé, l'intérêt affiché

par Moscou confirme l'attractivité grandissante de sa plateforme portuaire et pourrait ouvrir la porte à de nouveaux flux commerciaux entre la Russie et l'Afrique de l'Ouest via le Togo.

Max

Données personnelles

Lomé et Cotonou mutualisent leurs forces

La protection des données ne connaît pas de frontières. L'IPDCP-Togo et l'APDP-Bénin l'ont bien compris. Le 2 octobre 2026, les deux autorités ont réuni leurs cadres à Lomé pour une séance croisée de formation. Objectif : renforcer les compétences face à la montée de l'intelligence artificielle, aux transferts transfrontaliers de données et aux atteintes à la vie privée.

Cette session s'inscrit dans la convention de coopération qui lie désormais les deux institutions. Ouvrant les travaux, le président de l'IPDCP-Togo, le Colonel Bédiani Belei, a donné le ton, très fraternel.



transfrontalières, le partage d'informations et de bonnes pratiques, et l'harmonisation des procédures de contrôle, d'enquête et de sanction.

« Un citoyen béninois lésé au Togo ou un citoyen togolais lésé au Bénin trouvera désormais deux autorités qui parlent d'une seule voix », a assuré le président de l'IPDCP. Même lecture du côté béninois. Pour le président de l'APDP-Bénin, Dr Luciano Hounkponou, la coopération n'est plus une option.

« Les données ne connaissent pas les frontières », a-t-il rappelé. Une donnée collectée au Bénin peut être hébergée ailleurs, traitée par un prestataire tiers et utilisée dans toute la sous-région. D'où la nécessité pour les régulateurs

services publics en ligne, IA, reconnaissance faciale : les usages explosent, avec leurs risques.

Les deux présidents ont listé les défis communs : l'informel numérique avec les données massives du mobile money, des banques et de la santé, le transfert de données vers des serveurs hors d'Afrique, et la sensibilisation du grand public.

« Comment expliquer à nos populations que leur empreinte digitale n'est pas une marchandise ? », s'est interrogé le Colonel Belei.

Pour le Dr Hounkponou, le rôle des autorités a changé. Il

».

D'où l'importance de la formation. Le droit des données évolue en permanence avec l'IA, la biométrie, les objets connectés et le profilage.

« La compétence de nos collaborateurs constitue l'un des piliers de l'efficacité de nos autorités », a souligné le président de l'APDP. Pour lui, cette formation croisée est « un investissement dans la consolidation de nos institutions ».

Au final, l'ambition est commune : faire de la protection des données non pas une contrainte, mais un levier



de dialoguer et de coordonner leurs actions.

IA, biométrie, mobile money : les nouveaux fronts

La rencontre intervient alors que le numérique s'accélère. Paiements électroniques,

ne s'agit plus seulement de contrôler. « Il nous revient également de sensibiliser, conseiller, accompagner, prévenir, contrôler et, lorsque cela est nécessaire, sanctionner

de confiance et de développement numérique durable, avec une approche africaine adaptée aux réalités du terrain.

Kodjovi

Combattons la dégradation de nos routes en évitant de surcharger nos véhicules

SAFER



Journée du café et du cacao

Le Togo célèbre ses deux filières emblématiques

Le café et le cacao togolais à l'honneur. Le jeudi 1er octobre 2026, la Maison du Café à Cavavéli, à Lomé, a accueilli la double célébration de la Journée internationale du café

Togolais.

Des filières d'avenir, mais encore peu consommées localement

Au-delà de leur poids économique, le café et le cacao

La célébration a alterné présentation historique des deux journées mondiales, démonstration en direct de préparation de café par des baristas et panel sur les « métiers du café et du cacao ».

Pour le CCFCC, l'enjeu est clair. Comme l'a expliqué M. Amécy, représentant du Secrétaire général Enselme Gouthon, il s'agit de renforcer la sensibilisation et de promouvoir les produits issus de la



et de la Journée mondiale du cacao et du chocolat.

Une initiative du Comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC) qui a réuni producteurs, transformateurs, étudiants et baristas autour d'un même objectif qui est celui de donner plus de place aux produits locaux dans les habitudes des

racontent le travail des producteurs et le savoir-faire des transformateurs. Au Togo, le défi reste la consommation intérieure. Les produits sont encore peu présents dans le quotidien, mais la tendance bouge, portée par une nouvelle génération de jeunes entrepreneurs qui investissent la transformation locale.

transformation nationale. Une démarche qui colle parfaitement avec le mois d'octobre, dédié au « consommer local » au Togo.

30 ans d'engagement

À travers cette journée, le CCFCC veut rapprocher le café, le cacao et le chocolat du consommateur togolais et créer



plus de valeur sur le marché national.

La célébration a aussi une portée symbolique : elle s'inscrit dans les 30 ans d'engagement du Comité en faveur du développement des

deux filières au Togo. Trente ans à structurer, accompagner et désormais convaincre les Togolais de consommer ce qu'ils produisent.

Agbé

Culture

La grogne s'amplifie, les artistes convoqués à la table du dialogue

La tension monte dans le secteur culturel togolais. Après les musiciens, c'est tout l'écosystème qui se mobilise.

Le 25 septembre dernier, à l'Espace Denyigban à Lomé, artistes de théâtre, musiciens, slameurs et promoteurs culturels se sont retrouvés pour dénoncer ce qu'ils appellent le blocage du secteur. Une rencontre qui fait suite à une première alerte lancée le 9 septembre à MIVA par la filière musicale.

Le mouvement s'organise et change d'échelle : des sit-in pacifiques tous les lundis devant le ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts, à partir du 12 octobre.

Le FNPC au cœur du blocage Au centre des revendications, le Fonds National pour la Promotion Culturelle (FNPC). Créé en 2022 pour remplacer le Fonds d'aide à la culture et professionnaliser le secteur, son



opérationnalisation annoncée en février 2026 avec conseil d'administration, direction générale et appel à projets tarde à se concrétiser sur le terrain.

Les professionnels réclament des comptes sur sa gouvernance et la transparence dans l'attribution des financements.

Mais la grogne va plus loin. Les acteurs exigent la mise en œuvre effective de la copie privée, un véritable statut pour l'artiste, la réforme du droit



d'auteur et une actualisation du cadre juridique. Pour eux, la culture n'est pas un loisir, c'est une industrie qui crée de la valeur et des emplois.

Le dialogue comme porte de sortie

Face à la menace de sit-in, le ministère tente de désamorcer

la crise. Dans un courrier daté du 30 septembre, le ministre a invité les acteurs culturels à une réunion de concertation prévue ce lundi 05 octobre 2026 à 09h00 au ministère.

Autour de la table figure les représentants des artistes, cadres du ministère et personnes ressources. L'objectif

affiché est d'examiner point par point les doléances et trouver des solutions consensuelles.

À une semaine du premier sit-in annoncé, la rencontre du 5 octobre s'annonce décisive pour l'avenir du dialogue entre le ministère et ses acteurs.

Elom



**Corruption, arnaque ou
mauvaise conduite ?**

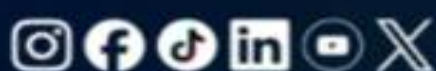
**Ne vous taisez plus.
DENONCEZ-LES !**



Appelez gratuitement



8280



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg